

PREMIÈRE PARTIE : informations supplémentaires sur les sources

TEXTE 1 : les « nouveaux Genevois »

Le canton de Genève s'est construit progressivement au cours du temps. En 1815 et 1816, des communes qui appartenaient auparavant à la Savoie sont rattachées à Genève et forment le « Nouveau Territoire ». Il faut se souvenir que Genève était principalement protestante, et que les habitants du « Nouveau Territoire » étaient catholiques. Ce texte a été écrit en 1839, par un habitant du « Nouveau Territoire » qui revendique l'égalité entre les habitants du « Nouveau Territoire » et les anciens Genevois. L'auteur parle des rapports, difficiles, entre les deux populations.

Pour le texte du Traité de Paris du 30 mai 1814, voir <http://mjp.univ-perp.fr/traites/1814paris.htm>

Pour le texte du Traité de Paris du 20 novembre 1815, voir <http://mjp.univ-perp.fr/traites/1815paris.htm>

- *Rattachement à Genève des communes de Colley-Bossy, Grand-Saconnex, Meyrin, Pregny, Vernier et Versoix*

Voir aussi le Traité de Turin du 16 mars 1816, http://www.ge.ch/legislation/rsg/f/s/rsg_A1_07.html

- *Rattachement à Genève des communes de Collonge-Bellerive, Corsier, Anières, Hermance, Veyrier, Compesières, Bardonnex, Plan-les-Ouates, Troinex, Evordes, Perly-Certoux, Avusy-Laconnex, Bernex, Onex, Confignon, Aire-la-Ville, Lancy, Carouge, Soral, Choulex, Meinier, Chêne-Thônex, Vandoeuvres, Puplinge, Carra et Presinge.*

TEXTE 2 : l'anarchisme en Suisse

Prônant une réorganisation de la société fondée sur la liberté et l'autonomie des individus, librement associés en groupes de producteurs fédérés à l'échelle locale, régionale et internationale, l'anarchisme suppose la collectivisation des moyens de production, et, contrairement au Marxisme et au Socialisme, la destruction et la disparition de l'Etat. C'est au sein de la Fédération jurassienne de la Première Internationale (Internationales ouvrières), sous l'influence de Michel Bakounine, secondé par des militants comme James Guillaume et Adhémar Schwitzguébel, que naît le premier courant anarchiste en Suisse. La disparition de la Fédération en 1882 marque un tournant.

L'anarchisme des années 1880 et 1890 se caractérise par une prolifération de petits groupes autonomes composés en grande partie d'étrangers (Italiens avec Errico Malatesta, Allemands avec Johann Most) et périodiquement décimés par les expulsions. De 1879 à 1885, le mouvement eut son journal, *Le Révolté*, fondé à Genève par Pierre Kropotkine, continué par Jean Grave. Les activités anarchistes entraînent des ripostes légales; en 1885, une menace anonyme de faire sauter le Palais fédéral entraîna une vaste enquête qui se conclut sans poursuites. En 1889, la diffusion d'appels anarchistes aboutit à l'inculpation de quelques militants, qui furent acquittés par les Assises fédérales. Après l'explosion d'une bombe à la Chambre des députés à Paris, le Conseil fédéral élabore une révision partielle du Code pénal fédéral pour réprimer les crimes anarchistes, adoptée en 1894. L'assassinat à Genève de l'impératrice Elisabeth d'Autriche en septembre 1898 par un Italien suscita une vive émotion. Le Conseil fédéral expulsa plusieurs dizaines d'anarchistes ou supposés tels; il se fit représenter à la conférence internationale de Rome (novembre-décembre 1898) et adhéra aux mesures techniques de collaboration policière qui y furent adoptées. La convention secrète de Saint-Petersbourg (1904) précisa et compléta les mesures adoptées à Rome. La loi de 1894 fut utilisée contre l'*Almanacco socialista-anarchico* (1900) de Carlo Frigerio, Luigi Bertoni et Emile Held. La lutte contre l'anarchisme servit parfois de prétexte à des mesures contre les socialistes (projet de loi 1903 contre l'antimilitarisme, rejeté en référendum). A la suite de

plaintes de l'Italie (affaire Silvestrelli) et de divers Etats relatives à la glorification du régicide et d'autres crimes anarchistes dans des publications éditées en Suisse, les Chambres votèrent en 1906 la loi réprimant l'incitation à de tels crimes. Parfois, l'anarchisme se discrédita lui-même: hold-up à Montreux et extorsion de fonds à Lausanne par des anarchistes russes (1907, 1908). (<http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F17399.php>)

TEXTE 3 : la naturalisation des étrangers avant la Première Guerre mondiale

Dans l'Ancien Régime, le nombre d'étrangers vivant sur le territoire de la Suisse était faible. En 1836/1837, ils ne constituaient encore que 2,5% de la population. Après l'échec des révolutions bourgeoises de 1848, des milliers de réfugiés politiques vinrent en Suisse. On estime à 105 000 le nombre d'étrangers ayant passé la frontière entre 1850 et 1880.

La deuxième révolution industrielle, la construction et la densification du réseau ferroviaire furent à l'origine d'une deuxième vague entre 1888 et la Première Guerre mondiale. Les immigrés remplacèrent les forces de travail - soit 12% de la population suisse - qui avaient quitté le pays durant la seconde moitié du XIX^e s. Ils bénéficièrent de la liberté d'établissement et d'une mobilité professionnelle illimitée. Près de 260 000 personnes immigrèrent en Suisse entre 1888 et 1910. La grande majorité d'entre elles provenaient des pays voisins, la proportion des Allemands et des Français allant en diminuant, tandis que celle des travailleurs italiens ne cessait de croître. L'immigration se concentra dans les grandes villes.

Après la Première Guerre mondiale, l'entrée et le séjour firent l'objet d'un contrôle plus sévère et d'une limitation. Pendant les deux guerres mondiales et la crise économique des années 1930, l'immigration se tarit presque complètement. La plupart des immigrants étaient des Suisses rentrant chez eux, des internés, des déserteurs et des réfugiés. Les effectifs de la population étrangère s'effondrèrent entre 1910 et 1920 (-110 000) et entre 1930 et 1941 (- 56 000).

(<http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F7991.php>)

TEXTE 4 : le socialisme en Suisse

Alors qu'à ses débuts le socialisme n'était ni l'affaire exclusive du mouvement ouvrier ni même sa référence privilégiée, la naissance de l'AIT changea la donne. Les partis de masse de la fin du XIX^e s., adhérents de la II^e Internationale, avaient besoin d'une certaine cohésion interne. Dans l'espace germanophone, le marxisme s'imposa ainsi comme idéologie intégrative, tandis que d'autres courants gardaient davantage d'influence ailleurs en Europe jusqu'à la Première Guerre mondiale. Ce phénomène s'observa aussi en Suisse, où la direction des PS romand et tessinois fut jusque dans l'entre-deux-guerres beaucoup plus hétérogène que celle du PS alémanique. De plus, en Allemagne, le concept de socialisme reçut une connotation négative pendant la réaction qui suivit l'échec de la révolution de 1848-1849. C'est pourquoi il fut associé à celui de démocratie quand le mouvement ouvrier se reconstitua. L'Association générale des travailleurs allemands créée par Lassalle appela donc son organe, dès 1864, *Social-Democrat*. Le nouveau parti fondé en 1869 à Eisenach fut appelé Sozialdemokratische Arbeiterpartei (parti travailliste social-démocrate). Le parti socialiste suisse (PSS) créé en 1888 adopta un nom allemand analogue (Sozialdemokratische Partei). Son premier programme, rédigé par Albert Steck, ancien radical peu au fait du socialisme international, mêlait encore les approches les plus diverses, comme on le faisait au XIX^e s. Avec le deuxième (1904), qui porte la marque d'Otto Lang, le marxisme gagna une forte position. Cette doctrine devint pour plusieurs décennies le principal support de la pensée socialiste, en Suisse aussi, parce que quelques-unes des personnalités montantes du parti, tel Robert Grimm, la reprurent à leur compte et qu'elle avait une forte présence dans les publications du PSS. Mais si elle fit ses preuves comme idéologie d'intégration, elle donnait peu de réponses concrètes, dans sa forme courante et schématique, à la question de la voie à suivre: réforme ou révolution. Les précisions apportées dans les programmes de 1920 et 1935 n'y changèrent presque rien, pas plus que les débats théoriques menés dans la *Rote Revue*, périodique fondé en 1921 où de nombreux dirigeants du PSS publiaient leurs réflexions. Ainsi se développa la dichotomie entre une discussion doctrinale fondée sur le marxisme et une politique

pragmatique qui devait tenir compte de l'hégémonie des partis bourgeois. Néanmoins, comme au XIX^e s., la plupart des simples adhérents connaissaient la théorie par des brochures, revues et conférences de vulgarisation.

A la fin des années 1870, la notion de socialisme d'Etat se répandit en Suisse. Provenant du débat scientifique et journalistique mené en Allemagne autour de la politique sociale, elle trouva en Suisse un écho non pas, comme dans l'empire wilhelminien, chez les conservateurs, mais chez les radicaux-démocrates, qui ne manquèrent toutefois pas de souligner que les buts poursuivis n'avaient rien à voir avec ceux du socialisme. Elle tomba en désuétude après 1900, en même temps que s'affaiblissait la fibre sociale des radicaux. Elle réapparut dans le vocabulaire de la droite conservatrice durant l'entre-deux-guerres, mais uniquement pour diffamer les politiciens bourgeois ayant des préoccupations sociales (Etatisme).

Au tournant du siècle, un nouveau courant se dessina, le socialisme religieux. Il s'appuyait sur le message biblique, lu comme un appel à la réforme sociale. La renommée de son principal théoricien, Leonhard Ragaz, dépassa les frontières nationales. Dans la pratique, ce mouvement porteur d'un socialisme à base éthique ne s'éloigna pratiquement pas de la social-démocratie.

Au cours de la Première Guerre mondiale et surtout après 1917, un profond fossé se creusa entre le socialisme et le communisme, qui restèrent pendant une grande partie du XX^e s. des tendances incompatibles. Des oppositions momentanées s'étaient déjà manifestées dans la première moitié du XIX^e s. Par exemple, Marx et Engels avaient décidé dans les années 1840 d'adopter le terme de communisme; plus tard, ils revinrent sous la bannière du socialisme.

Tiré du DHS.

AFFICHE 1 : Affiche de 1919

Un homme repousse par l'épée les attaques d'une créature menaçante pourvue de serres crochues et de deux têtes crachant un mince filet de fumée noire. En arrière-plan figure la trame du drapeau helvétique sur laquelle on peut distinguer sur la partie inférieure gauche une ville en feu, ainsi que sur la droite un homme et un cheval labourant un champ. Clamant La Suisse aux Suisses, l'affiche sollicite la figure du Waldstätten combattant l'envahisseur étranger, ici très certainement communiste. Elle dépeint les conséquences qu'aurait à subir la Suisse si celle-ci ne s'avérait pas préservée de cette menace.

Tiré de Garufo, F. & Maire, C. (2013). *L'étranger à l'affiche. Altérité et identité dans l'affiche politique suisse 1918-2010*. Neuchâtel : Editions Alphil, p. 14.

AFFICHE 2 : Affiche de 1922

Six étrangers aux traits fortement stéréotypés se ruent sur la ville de Bâle, les mains avidement tendues vers la manne distribuée du haut de la Spalentor. De l'autre côté de la frontière, deux Suisses sont jetés à coup de pied hors de petites maisonnettes. En signe de mauvais augure, un chat noir fait sonner la cloche de la tour. L'image introduit l'idée que les étrangers jouissent d'un traitement privilégié et que ces abus creusent le déficit de la ville. La frontière ouverte traduit ce laisser-aller, ouvrant la voie à des étrangers sans scrupules.

Tiré de Garufo, F. & Maire, C. (2013). *L'étranger à l'affiche. Altérité et identité dans l'affiche politique suisse 1918-2010*. Neuchâtel : Editions Alphil, p. 15.

AFFICHE 3 : Affiche de 1936

Durant les années 1930, l'image de l'étranger trouve son paroxysme dans la figure du communiste qui cristallise, pour les conservateurs, les inquiétudes et les angoisses latentes liées au contexte agité de l'entre-deux-guerres. Le visage caricaturé de Staline planant au-dessus de Genève illustre leurs craintes d'une invasion culturelle et idéologique amenant les politiciens devenu pantins de Moscou (Léon Nicole à droite et Jean Vincent à gauche) à leur perte et entraînant avec eux le pays dans leur chute. Ils sont ainsi accusés d'être des traîtres, laissant libre cours à l'invasion soviétique.

Garufo, F. & Maire, C. (2013). *L'étranger à l'affiche. Altérité et identité dans l'affiche politique suisse 1918-2010*. Neuchâtel : Editions Alphil, p. 17.